**ANNEXE H - DECLARATION POUR LES AIDES D'ÉTAT**

***A imprimer sur*** [***papier à en-tête***](http://context.reverso.net/traduzione/francese-italiano/papier%2B%C3%A0%2Ben-t%C3%AAte) ***des partenaires,***

*Autorité de Gestion*

*Programme IEV CT Italie Tunisie 2014-2020*

*Presidenza della Regione Siciliana*

*Dipartimento regionale della Programmazione*

*Palermo*

Je soussigné né à      , le     , en qualité de représentant légal de      , avec siège légale en       n. TVA      , indiqué comme partenaire       (*Indiquer le n. de Partenaire*) du projet       (*indiquer l’acronyme*) de l’Avis public n. 02/2019 à projet stratégiques, dans le cadre du Programme IEV CT Italie Tunisie 2014-2020, qui s’encadre dans le Règlement (UE) n. 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des Articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de « minimis », publié dans le Journal officiel de l’Union européenne L 352/1 du 24.12.2013;

Règlement (UE) No 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 régime « de minimis » -, publié dans le Journal officiel de l’Union européenne L 352/1 du 24.12.2013

**DECLARE**

|  |
| --- |
| 1. **Dans le cadre du projet, entreprenez-vous des activités - consistant à proposer des biens ou des services - pour lesquels un marché existe ?**
 |
| * Oui
* Non
 |

|  |
| --- |
| 1. **Dans le cadre du projet, mettez-vous en œuvre des activités - consistant à proposer des biens ou des services - qui pourraient être fournis par un autre opérateur en vue de réaliser des profits ?**
 |
| * Oui
* Non
 |

|  |
| --- |
| 1. **Dans le cadre du projet, prévoyez-vous mener des activités impliquant la construction d'une infrastructure ? En cas de réponse affirmative, l'infrastructure sera-t-elle exploitée commercialement ? L'infrastructure sera-t-elle disponible pour une utilisation gratuite ?**
 |
| * Oui, l'infrastructure sera exploitée commercialement.
* Oui, et l'infrastructure sera disponible pour une utilisation gratuite
* Non. Aucune infrastructure ne sera exploitée commercialement, ni pendant la mise en œuvre du projet, ni après la clôture du projet.
* Aucune infrastructure ne sera construite dans le cadre du projet.
 |

|  |
| --- |
| 1. **Est-ce qu'un opérateur économique (par exemple, une PME) qui ne fait pas partie du partenariat de projet (c'est-à-dire qu'il ne figure pas comme bénéficiaire dans le formulaire de demande) bénéficie d’un avantage grâce à vos activités du projet ?**
 |
| * Oui
* Non
 |

|  |
| --- |
| 1. **Effets sur le commerce**
 |
| Certains biens ou services développés dans le cadre du projet affectent-ils le commerce entre l’UE ou l'UE et la Tunisie ?  |
| * Oui, des biens ou services développés dans le cadre du projet affectent le commerce entre l'UE et la Tunisie.
* Non, les biens ou services développés dans le cadre du projet n’affectent pas le commerce entre l'UE et la Tunisie.
 |

En outre

**DECLARE**

* que les activités de projet ne concernent pas les secteurs exclus du champ d’application du Règlement (UE) no. 1407/2013 (art. 1) ;
* que s’engage à fournir toute documentation nécessaire afin de vérifier les déclarations [souscrites](http://context.reverso.net/traduzione/francese-italiano/souscrites), à la demande de l’Autorité de Gestion ;
* que en cas le projet sous indiqué est admis au financement , s’engage à informer l’Autorité de Gestion en temps utile de toute modification des conditions indiquées dans la présente déclaration  et de la mettre à jour pendant la mise en œuvre du projet, jusqu’au virement du solde, et de fournir toute information utile, concernant le contributions en régime « de minimis » - Règlement (UE) No 1407/2013, sur demande de l’AG lors des étapes d’évaluation du projet;
* que est au courant des sanctions pénales prévues en cas de fausses déclarations et de l’obligation de rembourser la contribution reçue illégalement majorée d’intérêts.

*….........................................................*

***Lieu et date***

***Prénom et nom du représentant légal***

 ***Signature du représentant légal***

*(Cachet officiel de l’organisme signataire)*